

DÉVELOPPER MONTRÉAL QUARTIER PAR QUARTIER

Mémoire du

**REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST
(RESO)**

Présenté à

**LA COMMISSION D'AGGLOMÉRATION
SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET URBAIN ET L'HABITATION**

avril 2012



*Membre du Réseau des CDEC
de Montréal*

Le RESO est membre du Regroupement des CDEC du Québec, du Réseau des CDEC de Montréal et de l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ).

Le RESO bénéficie du soutien financier de :

- Développement économique Canada
- Emploi-Québec
- La Ville de Montréal et l'Arrondissement du Sud-Ouest

Le RESO est situé au :
3181, rue Saint-Jacques
Montréal (Québec)
H4C 1G7

Téléphone : 514 931-5737
Télécopieur : 514 931-4317
reso@resomtl.com
www.resomtl.com

Photo de la page couverture : École de technologie supérieure (ÉTS) – Un Quartier de l'innovation en devenir

Dans ce document, l'utilisation du masculin pour désigner les personnes a comme seul but d'alléger le texte et identifie sans discrimination les individus des deux sexes.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	4
Sommaire	7
Présentation du RESO	8
Des interventions de développement économique efficaces	11
Des interventions structurantes pour les quartiers du Sud-Ouest	18
Conclusion	27
Bibliographie	28
Annexes	30

PRÉAMBULE

Expression de la volonté des milieux montréalais de se donner des outils pour leur développement économique et social, le *Réseau de soutien à l'entrepreneuriat de Montréal* se développe depuis plus de 25 ans. Il est né des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) qui se préoccupent principalement de développement économique et d'intégration sociale dans les quartiers de Montréal ainsi que des Sociétés de développement économique locales des anciennes villes de banlieue et du centre-ville qui sont devenues par la suite des Centres locaux de développement (CLD).

Depuis sa création, ce réseau est un partenaire majeur dans le développement économique de Montréal. Il a démontré son efficacité en soutenant des acteurs locaux, en renforçant les réseaux de solidarité, en repérant des occasions de développement, en stimulant et en menant à bien les initiatives locales et en soutenant l'intégration économique partout sur l'île de Montréal. Il a développé un « savoir-faire ensemble » basé sur une concertation mobilisant des gens d'affaires, des institutions de la santé et de l'éducation, des syndicats, des organisations communautaires et culturelles, le monde municipal et des résidents. Il est un point de convergence dans les discussions préliminaires, négociations, consultations ou débats sur le développement économique local à Montréal.

Au sein de ce réseau, les CDEC et les CLD collaborent avec des organismes de leur milieu, dont les Services d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) et le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM) afin d'offrir le meilleur service au meilleur coût aux entreprises, et de contribuer à éviter la multiplication d'organismes de développement local. Grâce au large éventail de services destinés à soutenir le démarrage et la croissance des entreprises, ce réseau favorise la création et le maintien des emplois sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal et contribue à arrimer les grands projets au niveau local pour favoriser la création d'emplois et l'insertion en emploi. Le réseau des CDEC et des CLD de Montréal constitue ainsi la seule approche qui mette à profit les forces et les initiatives locales pour développer un tissu économique et social dynamique, participatif et cohérent sur l'ensemble de l'île de Montréal.

Les CDEC et les CLD estiment que ce réseau doit être renforcé conformément aux politiques sectorielles et au modèle d'organisation de la Ville et de l'Agglomération basé sur :

- la décentralisation et le partage équilibré des responsabilités entre les services corporatifs et les arrondissements;
- la gouvernance locale des organismes de soutien au développement économique et à l'entrepreneuriat, adaptée aux réalités et aux attentes propres à chaque milieu;
- le développement durable et l'intégration des dimensions sociales, environnementales et culturelles au développement économique;
- la volonté de la communauté de se développer en misant sur le renforcement et le partage des compétences des personnes et des organisations ainsi que la mise en commun des ressources.

Ce renforcement permettra l'amélioration de l'offre de services aux entrepreneurs et aux entreprises en s'appuyant sur :

- la mission des différents organismes;
- l'expertise des organismes et des intervenants;
- le partenariat.

C'est pourquoi, les CDEC et les CLD de l'île de Montréal demandent aux services corporatifs de la Ville et aux élus de l'Agglomération de Montréal de renforcer leur partenariat avec ce réseau pour améliorer et renforcer les services aux entrepreneurs et aux entreprises et faire du réseau montréalais un modèle pour l'ancrage dans les communautés locales et le développement d'une économie durable et équitable. Ils demandent aussi que la Ville étudie, avec les instances gouvernementales provinciales un rééquilibrage du financement des CLD de Montréal et du reste du Québec selon des facteurs objectifs.

RECOMMANDATIONS DES CDEC ET DES CLD

Attendu que :

- La loi 34 prévoit que chaque territoire de MRC soit doté d'un CLD pour agir à titre de « porte d'entrée » universelle pour l'aide à l'entrepreneuriat et le soutien au développement économique local;
- Conformément à l'esprit de la loi 34, les arrondissements et les villes liées à Montréal constituent des unités territoriales locales appropriées pour le déploiement d'une stratégie de développement économique local;
- La stratégie de développement économique de Montréal prévoit que les CLD et les CDEC offrent le service de première ligne en développement économique local;
- Les CLD et les CDEC ont l'obligation de préparer un plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) développé en lien avec les stratégies de développement économique de la Ville de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Montréal;
- Le PALÉE vise à mobiliser et impliquer les acteurs locaux et les citoyens concernés dans la définition des orientations et des priorités d'action afin de respecter la volonté du milieu en matière de développement économique local;
- L'historique des CDEC et des CLD du Québec permet de constater que :
 - a) Le gouvernement du Québec a reconnu le principe du développement endogène et l'importance de concrétiser au niveau local les outils et les leviers nécessaires au développement de l'entrepreneuriat et des entreprises;
 - b) L'entrepreneuriat englobe les activités de développement de l'entreprise du démarrage à l'expansion;
 - c) La création des CLD visait à offrir l'ensemble des services à l'entrepreneuriat et aux entreprises dans un seul lieu reconnu comme tel pour un milieu donné;
- Le gouvernement du Québec reconnaît que les CLD et les CDEC sont des acteurs incontournables pour la réalisation de la nouvelle Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat;
- Les organismes locaux de développement économique ont développé, depuis de nombreuses années, une expertise solide en soutien aux entrepreneurs et aux entreprises sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal;
- Les CDEC et les CLD travaillent conjointement et collaborent avec des organismes de leur milieu, dont les SAJE, le FDEM et plusieurs organismes spécialisés ou sectoriels, afin

d'offrir le meilleur service au meilleur coût, et de contribuer à réduire la multiplication d'organismes;

- Les politiques de développement durable du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal reconnaissent implicitement l'intérêt d'une approche de développement local intégré prenant en compte les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles du développement;
- La résolution adoptée le 22 novembre 2010 par la Ville de Montréal affirme « son soutien au réseau de développement économique local de l'île de Montréal », reconnaît « l'apport considérable de ce réseau au développement de la communauté montréalaise » et recommande « d'étudier, dès le début de l'année 2011, les moyens de mise en œuvre de la valorisation du développement économique local au sein de la Stratégie de développement économique de Montréal »;
- La résolution du 22 février 2010 de la Ville de Montréal invite donc l'ensemble des intervenants en développement économique à une réflexion sur l'amélioration et le renforcement du réseau et des pratiques de soutien à l'entrepreneuriat à Montréal;
- La résolution du 23 novembre 2010 du conseil municipal de Montréal vise à « étudier les moyens de mise en œuvre de la valorisation du développement économique local au sein de la Stratégie de développement économique de Montréal.

Le réseau des CDEC et des CLD de Montréal recommande à la Ville de Montréal :

1. de reconnaître que les CLD et les CDEC exerçant un mandat de CLD sont les coordonnateurs des activités entrepreneuriales dans leurs territoires respectifs, comme l'a fait le gouvernement du Québec par la loi 34 et la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat,
2. de continuer à travailler de concert avec les organismes existants afin de permettre une coordination optimale de l'ensemble des services et programmes de soutien aux entrepreneurs tout en limitant la création de nouveaux organismes destinés à des clientèles spécifiques;
3. de permettre aux organismes qui le souhaitent de regrouper certains de leurs services;
4. de favoriser une collaboration des services corporatifs de la Ville avec les organismes de développement local et de soutien à l'entrepreneuriat afin de définir ensemble les besoins de leurs clients en matière de service de deuxième ligne, et de les aider à y répondre;
5. de soutenir le réseau d'aide au développement local et à l'entrepreneuriat dans ses efforts pour faire bénéficier les entreprises et les entrepreneurs de toute l'île de Montréal des services et des solutions développées localement.
6. de mettre sur pied un groupe de travail comprenant les CLD, les CDEC, le MAMROT et le MDEIE afin d'étudier un rééquilibrage du financement des CLD de Montréal et du reste du Québec selon des facteurs objectifs et équitables.

SOMMAIRE

Le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) est une corporation de développement économique communautaire (CDEC). Il travaille depuis plus de 25 ans à la revitalisation des quartiers de l'arrondissement du Sud-Ouest : Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Émard, Saint-Paul et Griffintown. Pour réaliser sa mission, le RESO offre des services aux entreprises privées et aux entreprises d'économie sociale existantes et aux futurs entrepreneurs, aux organismes et entreprises communautaires ainsi qu'aux personnes sans emploi et aux jeunes adultes (Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest de Montréal) du Sud-Ouest.

Composé de représentants des entreprises, des entreprises communautaires, des institutions de la santé et de l'éducation, des organismes communautaires, du secteur culturel, des syndicats et des participants, le conseil d'administration du RESO est représentatif de la communauté du Sud-Ouest. Au cours des cinq dernières années, le RESO a compté plus de 200 membres associatifs et plus de 800 membres individuels. Chaque année, quelque 200 personnes prennent part à son assemblée annuelle.

Depuis plus de 25 ans, le RESO façonne le Sud-Ouest avec des projets structurants, qu'il s'agisse des Bassins du Nouveau Havre, d'ententes visant à favoriser l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre conclues avec les promoteurs de grands projets, de la participation à des concertations concernant le Centre universitaire de santé McGill ou le Quartier de l'innovation, de la revitalisation d'artères commerciales telles que les rues Centre et Notre-Dame ainsi que le boulevard Monk, etc. Parce qu'il connaît en profondeur les enjeux spécifiques à son territoire, ses interventions répondent adéquatement aux besoins et suscitent l'adhésion et la mobilisation de la communauté. À titre de CLD, le RESO présente un bilan très positif : de 2007 à 2012, les investissements des fonds locaux de financement s'élevant à 5 910 648 \$ ont généré 18 799 252 en investissements totaux et ont permis de créer ou consolider 712 emplois. Ces appuis financiers s'adressaient tant à des entreprises privées que d'économie sociale.

L'expertise développée au fil des ans et son enracinement font du RESO un carrefour économique, politique et social de son quartier, permettent de concevoir des solutions innovatrices spécifiques aux besoins de sa communauté et contribuent indéniablement au développement économique et social du Sud-Ouest et de Montréal.

PRÉSENTATION DU REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO)

Né en 1984 de la volonté commune de la communauté du Sud-Ouest et de ses principaux acteurs socioéconomiques, le RESO est d'abord un mouvement de participation de tout un milieu à son développement. Il est en quelque sorte le carrefour économique, politique et social du Sud-Ouest de Montréal. À la base de son existence, il y a le défi de la démocratie et de la participation réelle de la communauté aux orientations, aux actions et aux projets de développement du Sud-Ouest. Le RESO s'est donné une structure qui permet cette participation et qui est représentative de la communauté du Sud-Ouest.

Le conseil d'administration oriente les actions qui sont entreprises par le RESO. Ses membres représentent les principaux acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest : entreprises, institutions, organismes communautaires et syndicats. Les participants aux activités en employabilité du RESO y ont aussi un représentant ainsi que l'Arrondissement du Sud-Ouest. Les personnes suivantes composent le conseil d'administration du RESO :

- Véronique Olivier, représentante du collège des services et nouvelle économie et présidente
- Jean-François Aubry, représentant des commerces et travailleurs autonomes
- Bernard Bourdeau, représentant des syndicats FTQ
- Édith Cyr, représentante des entreprises d'économie sociale et vice-présidente
- Claude Deveault, représentant des employés du RESO
- Véronique Fournier, représentante des élus municipaux du Sud-Ouest
- Shannon Franssen, représentante des organismes communautaires de Saint-Henri
- Caroline Gagnier, représentante des participants
- Pierre Gauthier, membre coopté
- Francis Lagacé, représentant des syndicats CSN et trésorier
- Julie Lecompte, représentante des institutions de la santé et de l'éducation
- Denise Mérineau, représentante des entreprises manufacturières
- Roger Michaud, représentant des institutions financières
- Vicente Perez, représentant des organismes communautaires de la Petite-Bourgogne et secrétaire
- Madeleine Poulin, représentante du collège de la culture
- Karine Triollet, représentante des organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles
- Représentante des organismes communautaires de Émard / Côte-Saint-Paul: poste vacant

Sont aussi membres sans droit de vote :

- Guy Biron, vice-président au développement stratégique
- Pierre Morrissette, directeur général
- Marguerite Blais, députée de Saint-Henri-Sainte-Anne
- Sylvain Richard, directeur du Centre local d'emploi (CLE)

Les principaux intervenants socioéconomiques du Sud-Ouest et membres du RESO se réunissent au moins une fois par année en dix collèges sectoriels électoraux, dans le but d'élire leurs représentants au conseil d'administration et de formuler des recommandations au conseil d'administration.

Tous les membres du RESO et les résidants du Sud-Ouest sont invités à participer à l'assemblée générale annuelle ; chaque année, environ 200 personnes, provenant des entreprises, des organismes communautaires, des syndicats, des institutions de la santé et de l'éducation, du secteur culturel et de la population du Sud-Ouest répondent à cette invitation. Les préoccupations exprimées lors de cette rencontre sont transmises au conseil d'administration.

Le RESO s'est donné la mission suivante :

«Regrouper la communauté du Sud-Ouest autour de stratégies et de projets de développement pour qu'elle participe activement à bâtir son avenir économique, social et culturel dans une perspective durable et équitable en misant sur l'engagement et la concertation de la population et des acteurs sociaux et économiques.»

Le RESO intervient dans l'arrondissement du Sud-Ouest, c'est-à-dire dans les quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Ville-Émard, Côte-Saint-Paul et Griffintown.

Pour réaliser sa mission, le RESO offre des services :

- aux personnes sans emploi
- aux futurs entrepreneurs
- aux entreprises du Sud-Ouest
- aux jeunes adultes (Carrefour jeunesse emploi du Sud-Ouest de Montréal)
- aux organismes et entreprises communautaires

Le RESO a un mandat de développement économique local et il exerce notamment le mandat de Centre local de développement (CLD) pour le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Parmi les services offerts aux entreprises, notons l'information et la référence, l'aide au démarrage, les conseils en gestion, le développement des artères commerciales, le réseautage, de l'aide au recrutement de main-d'œuvre. Il offre également l'accès à des fonds de financement – Fonds local d'investissement (FLI), Fonds locaux de solidarité FTQ (SOLIDE), Fonds de développement Emploi-Montréal, Fonds d'économie sociale, RESO Investissements ainsi que des bourses dans le cadre du programme Jeunes Promoteurs.

En outre, le RESO a comme particularité d'offrir des services en employabilité aux personnes sans emploi du Sud-Ouest : aide à la recherche d'emploi, accompagnement en formation professionnelle dans des métiers en demande et parfois en lien avec de grands projets de développement du Sud-Ouest, activités de préemployabilité comme Explore Action, École des parents, accompagnement pour le retour aux études des adultes qui désirent terminer leurs études secondaires ou acquérir les préalables à la formation professionnelle, etc. Il est également responsable du Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest (CJESO) qui offre aux jeunes adultes de 16 à 35 ans des services liés à l'employabilité, au retour aux études ou à l'entrepreneuriat. On évalue que le RESO et le CJESO ont accompagné, au cours de leur existence, quelque 20 000 personnes dans leur démarche vers l'emploi ou la formation.

Le RESO travaille aussi avec les organismes communautaires du Sud-Ouest. En particulier, grâce au Budget d'initiatives locales (BIL), il appuie la mise en œuvre d'initiatives locales de développement de la main-d'œuvre et d'insertion en emploi.

Depuis plus de 25 ans, le RESO façonne le Sud-Ouest avec des projets structurants, qu'il s'agisse des Bassins du Nouveau Havre, d'ententes avec les promoteurs de grands projets afin de

favoriser l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre, de la participation à des concertations concernant le Centre universitaire de santé McGill ou le Quartier de l'innovation, de la revitalisation d'artères commerciales telles que les rues Centre et Notre-Dame ainsi que le boulevard Monk, etc. Parce qu'il connaît en profondeur les enjeux spécifiques à son territoire, ses interventions répondent adéquatement aux besoins et suscitent l'adhésion et la mobilisation de la communauté.

DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EFFICACES

Pour réaliser sa mission de développement économique, le RESO offre des services aux clientèles suivantes :

- personnes sans emploi, hommes et femmes;
- jeunes;
- membres des communautés culturelles;
- organismes communautaires;
- futurs entrepreneurs;
- entreprises de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Le fait que les services et les actions soient regroupées et coordonnées en un même lieu à l'échelle locale (au siège social du RESO localisé au 3181, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal) ajoute une valeur à chacune des interventions de développement économique menées par l'organisme, et ce, dans une logique de proximité et de connaissance des besoins de la communauté desservie. Pour maximiser l'efficacité de ses services et se rapprocher de ses clientèles, le RESO a d'ailleurs décentralisé la prestation de certains de ses services en matière de formation au sein même de l'arrondissement du Sud-Ouest, soit au :

- centre Saint-Paul (pour la clientèle francophone);
- centre James Lyng (pour la clientèle anglophone).

En matière budgétaire, le RESO fonctionne à partir de subventions provenant des divers paliers gouvernementaux, dont ceux-ci :

- fédéral (Développement économique Canada);
- provincial (ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) pour le mandat CLD, Emploi-Québec, Secrétariat à la jeunesse);
- municipal (Ville de Montréal);
- scolaire (Commission scolaire de Montréal (CSDM) pour l'École des parents et l'éducation aux adultes francophones, Commission scolaire English-Montréal (CSEM) pour l'éducation aux adultes anglophones).

Pour le mandat de développement économique local, le RESO reçoit 1 213 812 \$ du gouvernement fédéral, du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal (pour le mandat CLD). De ce montant, 369 274 \$ sont attribués au Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO), au programme Jeunes promoteurs (JP) ainsi qu'au SAJE accompagnateur d'entrepreneurs pour le suivi et l'accompagnement des récipiendaires des bourses JP. Il reste donc 844 538 \$ au RESO pour réaliser son mandat de développement économique local.

Le RESO consacre environ 11 personnes / année au soutien au développement économique local¹. Les activités relatives au développement de l'entrepreneuriat sont ainsi réalisées à partir de l'enveloppe budgétaire reçue pour son mandat de centre local de développement (CLD), laquelle transite par le palier municipal, c'est-à-dire la Ville de Montréal et l'Arrondissement du Sud-Ouest.

¹Trente-huit bénévoles ont de plus été mobilisés au sein de diverses activités menées par le RESO.

Le mandat CLD du RESO, défini dans l'entente de gestion CLD, implique également de faire appel à des partenaires reconnus pour la prestation de certains services. Il s'agit en l'occurrence :

- du SAJE accompagnateur d'entrepreneurs pour l'accompagnement et le suivi des entreprises financées par le programme Jeunes promoteurs;
- des services regroupés du Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM) pour la gestion du Fonds local d'investissement (FLI);
- des services de 2^e ligne en économie sociale fournis par le FDEM.

Le Service aux entreprises (SAE) du RESO offre par ailleurs des services de soutien au démarrage de projets d'entreprises tant privées que d'économie sociale. Il propose ainsi différents services et outils pour soutenir les entreprises dans leurs démarches. Parmi la gamme de services offerts par le SAE, notons ceux-ci :

- information sur les programmes d'aide et référence aux intervenants appropriés;
- aide au démarrage d'entreprises;
- conseils en gestion et en développement de marchés;
- formation;
- développement des artères commerciales;
- définition des enjeux de développement urbain (territoire) et soutien à des projets structurants sur le territoire;
- veille stratégique et planification de l'offre de services pour l'économie et l'emploi (PALÉE);
- concertation et réseautage des acteurs socioéconomiques.

Au-delà des services techniques offerts, le RESO permet l'accès à un certain nombre d'outils à caractère financiers pour appuyer la mise en œuvre de ses interventions prévues dans les plans d'action locaux pour l'économie et l'emploi (PALÉE), comme celui en vigueur présentement². Ces outils financiers renforcent l'action-conseil de soutien technique et l'accompagnement spécialisé réalisés par le SAE. Parmi ces outils de financement notons :

- le Fonds local d'investissement (FLI), dont l'actif total s'élevait au 31 mars 2011 à 1 154 434 \$;
- le fonds Jeunes promoteurs (JP), dont l'enveloppe annuelle s'élève à 54 505 \$;
- le Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO), dont l'enveloppe annuelle s'élève à 201 783 \$;
- le Fonds local de solidarité FTQ (SOLIDE), dont l'actif total s'élevait au 31 décembre 2010 à 561 255 \$;
- le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM), en cours de recapitalisation;
- RESO Investissements Inc. (RII), dont l'actif total s'élevait au 31 mars 2011 à 3 212 802 \$.

Voici donc une description sommaire et un bilan de quelques programmes et fonds administrés directement par le RESO, accessibles aux entreprises existantes et aux promoteurs de projets d'entreprise individuelle ou collective du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

² Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2011-2014, 2011, 124 pages.

Le programme Jeunes promoteurs (JP)

Le RESO assure la gestion de l'enveloppe budgétaire du programme Jeunes promoteurs (JP) ainsi que sa distribution. Cette enveloppe est gérée en collaboration avec le SAJE accompagnateur d'entrepreneurs. Les objectifs du programme sont de :

- soutenir dix jeunes promoteurs pour le démarrage de huit entreprises par année;
- d'offrir des formations pertinentes aux entrepreneurs.

De façon plus spécifique, le programme JP :

- s'adresse aux jeunes âgés entre 18 et 35 ans;
- est assujéti à une mise de fonds paritaire : promoteur et programme JP;
- offre une subvention de 3000 \$ par promoteur et de 6000 \$ par projet.

Les projets soumis doivent créer au moins deux emplois en deux ans.

Entre les années 2000 et 2012, les résultats du programme JP sont les suivants : 543 120 \$ ont été investis dans 136 projets qui ont créé 130 emplois. Plus spécifiquement, comme le montre le tableau suivant, au cours des cinq dernières années, 263 001 \$ ont été investis dans 75 projets qui ont créé 82 emplois.

Programme Jeunes promoteurs, RESO, 2007 à 2012

Année	Nombre de projets acceptés	Fonds locaux versés	Nombre d'emplois créés
2007 - 2008	18	54 724	24
2008 - 2009	14	48 024	17
2009 - 2010	13	46 780	13
2010-2011	22	62 923	16
2011-2012	8	50 550	12
Total:	75	263 001	82

Source : RESO, 2012.

Le Fonds local d'investissement (FLI) et le Fonds local de solidarité FTQ (SOLIDE)

Depuis la création du CLD en 1998, le RESO administre le Fonds local d'investissement (FLI) consacré au démarrage ou à la consolidation d'entreprises. Les personnes qui s'adressent au FLI reçoivent le soutien, les conseils et l'aide technique appropriés à des projets ayant atteint le stade de la commercialisation.

Le FLI appuie les nouveaux entrepreneurs dans leurs projets d'affaires afin de :

- créer et soutenir des entreprises viables sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal;
- financer le démarrage ou l'expansion des projets portés par les organisations ou les individus;
- soutenir le développement de l'emploi;

- contribuer au développement économique du territoire du Sud-Ouest et de la Ville de Montréal.

Le FLI :

- s'adresse aux entreprises à but lucratif, aux travailleurs autonomes ainsi qu'aux entreprises d'économie sociale;
- investit en prêt jusqu'à 50 000 \$ (exceptionnellement jusqu'à 100 000 \$ par projet);
- nécessite un endossement et une mise de fonds des promoteurs.

Les investissements du FLI ont été, au cours des dernières années, fusionnés avec ceux de la SOLIDE, maintenant appelé le Fonds local de solidarité FTQ, géré par le RESO. Tout comme le FLI, ce fonds vise à aider financièrement les entreprises nouvelles et existantes afin de créer et de maintenir des emplois sur le territoire du Sud-Ouest de Montréal.

Entre les années 1999 et 2012, les résultats du FLI et du Fonds local de solidarité FTQ (SOLIDE) ont été les suivants : 3 260 917 \$ ont été investis dans 90 entreprises et ont généré 20 301 303 \$ d'investissements totaux pour la création ou le maintien de 479 emplois. L'effet de levier de ce fonds a donc été de 6,2.

Plus spécifiquement, comme le montre le tableau suivant, au cours des cinq dernières années, 2 230 867 \$ ont été investis dans 25 entreprises, ce qui a généré des dépenses d'investissement totales de 10 787 431 \$; 177 emplois ont été créés ou maintenus. L'effet de levier du FLI et de la SOLIDE a été de 4,8 durant cette période.

Fonds local d'investissement (FLI) et Fonds local de solidarité FTQ (SOLIDE), RESO, 2007 à 2012

Année	Nbre de projets acceptés	Fonds locaux FLI versés	Fonds locaux SOLIDE versés	Fonds locaux TOTAL versés	Investissements totaux	Nbre d'emplois créés/maintenus
2007 - 2008	2	60 500	50 000	110 500	321 000	9
2008 - 2009	1	30 000	30 000	60 000	100 500	5
2009 - 2010	9	366 500	362 500	729 000	3 884 828	113
2010-2011	10	411 367	340 000	751 367	4 487 003	44
2011-2012	3	530 000	50 000	580 000	1 994 100	36
Total:	25	1 398 367	832 500	2 230 867	10 787 431	207

Source : RESO 2012

Le Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO)

Le Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO) vise à soutenir les entreprises et les projets d'économie sociale par le biais d'une aide au démarrage, à la consolidation, à l'expansion et à la promotion.

La politique d'investissement du FESSO vise à :

- déterminer un cadre et un processus d'allocation de fonds équitables et clairs pour les promoteurs et les entreprises;

- permettre la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins des projets et des entreprises;
- maximiser l'effet de levier du fonds pour le développement de biens et de services répondant aux besoins de la collectivité du Sud-Ouest.

Le FESSO s'adresse aux organismes à but non lucratif (OBNL) et aux coopératives ayant des activités marchandes, prenant place sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

À travers le RESO, d'autres outils régionaux et nationaux relatifs à l'économie sociale peuvent être accessibles aux entreprises et aux organismes œuvrant dans ce secteur. Possédant leurs propres caractéristiques et critères, ces outils sont les suivants :

- le Fonds de prédémarrage, aide technique et capitalisation du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ);
- la Fiducie du Chantier de l'économie sociale;
- le service de gestion-conseil (coaching) destiné aux entreprises d'économie sociale, offert par le Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM).

Les résultats de l'appui apporté par le FESSO entre 1998 et 2012 sont les suivants : 2 905 395 \$ ont été injectés dans 140 entreprises d'économie sociale, générant des dépenses d'investissement totales de 6 877 122 \$ et créant ou consolidant 823 emplois. L'effet de levier du FESSO a donc été de 2,4 au cours de cette période.

Plus spécifiquement, comme l'illustre le tableau suivant, au cours des cinq dernières années, 903 598 \$ ont été injectés dans 59 projets, générant des dépenses d'investissement totales de 2 472 610 \$ et créant ou consolidant 335 emplois. L'effet de levier du FESSO pour cette période a été de 2,7.

Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO), 2007 à 2012

Année	Nbre de projets acceptés	Fonds locaux versés	Investissements totaux	Nbre d'emplois créés/consolidés
2007 - 2008	11	201 697	516 352	58
2008 - 2009	10	178 301	335 586	62
2009 - 2010	11	261 188	531 490	66
2010 - 2011	14	141 809	555 089	63
2011 - 2012	13	120 603	534 093	86
Total:	59	903 598	2 472 610	335

Source : RESO, 2012

RESO Investissements inc. (RII)

RESO Investissements inc. (RII) a été mis sur pied en 1995. Ce fonds de capital de risque spécifique au Sud-Ouest est issu de la nécessité pour la communauté de se doter d'un outil visant à faciliter le démarrage et la croissance d'entreprises créatrice d'emplois, à consolider les entreprises existantes et à assurer leur enracinement à long terme sur le territoire.

RESO Investissements inc. :

- s'adresse aux entreprises à but lucratif et aux entreprises d'économie sociale;
- dessert les arrondissements du Sud-Ouest, de LaSalle et de Lachine (identifiés comme le Grand Sud-Ouest) et les projets qui y entraîneront des retombées économiques et sociales importantes;
- intervient en complémentarité avec les outils de financement institutionnels et gouvernementaux;
- investit des sommes s'échelonnant de 50 000 à 450 000 \$, en débetures convertibles et prêts participatifs;
- finance des projets qui respectent la qualité de l'environnement.

Les projets soumis à RII doivent s'inscrire dans les secteurs économiques suivants, qui comportent une production de valeur ajoutée :

- manufacturier;
- tertiaire moteur;
- sciences de la vie;
- robotique;
- technologies de pointe et industrie avancée, excluant les services financiers, l'immobilier, l'exploration et l'exploitation minière et pétrolière;
- économie sociale.

Les résultats de RESO Investissements inc. entre 1996 et 2012 sont les suivants : 8 143 182 \$ ont été investis dans 37 entreprises, générant des investissements totaux de 26 828 524 \$ et créant ou consolidant 439 emplois. L'effet de levier de ce fonds a été de 3,3.

Plus spécifiquement, comme le montre le tableau suivant, au cours des cinq dernières années, 2 513 182 \$ ont été injectés dans 12 entreprises, générant des dépenses d'investissements totales de 6 935 911 \$ et créant ou consolidant 88 emplois. L'effet de levier de ce fonds a été de 2,7.

RESO Investissements inc., 2007 à 2012

Année	Nbre de projets acceptés	Fonds locaux versés	Investissements totaux prévus	Nbre d'emplois créés/consolidés
2007 - 2008	2	590 000	590 000	30
2008 - 2009	0	0	0	0
2009 - 2010	0	0	0	0
2010 - 2011	1	850 000	2 500 000	0
2011 - 2012	9	1 073 182	3 845 911	58
Total:	12	2 513 182	6 935 911	88

Source : RESO, 2012

Un accompagnement décisif pour la réussite des entreprises

Selon le tableau suivant, les résultats de l'ensemble des fonds gérés par le RESO, pour la période 2007-2012, sont les suivants : 5 910 648 \$ ont été investis dans 171 entreprises, générant des investissements totaux de 18 799 252 \$ et créant ou consolidant 712 emplois. L'effet de levier de l'ensemble des fonds gérés par le RESO est donc de 3,2.

Résultats de l'ensemble des fonds gérés par le RESO, 2007-2012

Fonds du RESO	Nb de projets	Investissements Fonds locaux versés	Investissements totaux prévus	Emplois créés/consolidés
	Période 2007-2012	Période 2007-2012	Période 2007-2012	Période 2007-2012
Programme Jeunes promoteurs (JP)	75	263 001 \$	N/D	82
Fonds local d'investissement (FLI-SOLIDE)	25	2 230 867 \$	10 787 431 \$	207
Fonds d'économie sociale (FESSO)	59	903 598 \$	2 472 610 \$	335
RESO Investissements Inc. (RII)	12	2 513 182 \$	6 935 911 \$	88
Total:	171	5 910 648 \$	18 799 252 \$	712

Source : RESO 2012

Par ailleurs, le tableau suivant montre que les entreprises qui bénéficient d'un soutien et d'un accompagnement de la part d'une CDEC ou d'un CLD ont un taux de survie nettement plus élevé que la moyenne des entreprises au Québec, ce taux se situant à 80 %, après trois ans, et, après cinq ans, à près de 72 %. Ces taux sont un peu plus élevés pour les entreprises d'économie sociale.

Taux de survie des entreprises ayant reçu du financement et de l'accompagnement d'une CDEC ou d'un CLD à Montréal

	Survie après un an	Survie après 3 ans	Survie après cinq ans	Survie après dix ans
CLD et CDEC de Montréal	97,52 %	80,27 %	71,67 %	54,82 %
Étude 2008 du MDEIE	75,4 %	48,20 %	35 %	21,60 %

Nous pouvons affirmer qu'au-delà de l'appui financier et de l'aide technique, c'est l'accompagnement que les CDEC et les CLD apportent aux entreprises, à toutes les étapes de leur projet, qui est l'élément décisif pour leur assurer un taux de survie supérieur à la moyenne, et donc, un impact plus fort sur le développement économique local.

DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES POUR LES QUARTIERS

Les cinq dernières années ont permis au RESO de promouvoir et de mettre en place différentes initiatives et projets ou d'y contribuer, et ce, dans le but d'orienter et de susciter le développement économique de son territoire d'intervention, c'est-à-dire l'arrondissement du Sud-Ouest.

Notons également que le RESO a célébré, en 2009, son 25^e anniversaire, en organisant différentes activités sur le thème : « Le RESO : 25 ans à innover ensemble ». Il a notamment profité de l'occasion pour rendre hommage à de grands bâtisseurs du Sud-Ouest, personnes ou initiatives qui ont contribué à la revitalisation du territoire.

Des réalisations significatives en développement urbain

Parmi les initiatives que le RESO a menées, il y a plusieurs réalisations significatives. Celles-ci sont autant de solutions innovatrices répondant spécifiquement aux besoins de la communauté du Sud-Ouest. Nous en donnons ici quelques exemples, puisés dans les fiches annexées au présent mémoire.

Les Bassins du Nouveau Havre

(voir en annexe la fiche « Grandes réalisations » développement urbain)

Le travail du RESO pour l'aménagement de ce site exceptionnel situé rue Ottawa, aux abords du canal de Lachine, remonte à sa mise en vente par Postes Canada en 2002. Le RESO, avec Bâtir son quartier et la Coalition de la Petite-Bourgogne, ont défini, en 2004, un concept d'aménagement pour ce site qui fit l'objet d'un large consensus dans la communauté du Sud-Ouest. De 2002 à 2006, année de l'acquisition du site par la Société immobilière du Canada (SIC), le RESO et ses partenaires ont aussi fait des représentations afin qu'il demeure dans le domaine public. En 2007, la SIC mettait en place un comité de suivi et invitait des représentants de la communauté, dont le directeur général du RESO, à y participer. Pour ce projet en cours de réalisation, la SIC a repris en grande partie le contenu du plan d'ensemble défini par le RESO et ses partenaires en 2004. De plus, le RESO, en vertu d'une entente avec la SIC, collabore au développement sur ce site d'un pôle d'accueil touristique et culturel créateur d'emplois et à la réalisation de différents projets d'économie sociale qui y prendront place :

- l'Auberge internationale du canal de Lachine, qui vise à implanter sur ce site un établissement hôtelier abordable;
- la Cité des artistes, qui vise à implanter un complexe d'ateliers-résidences pour les artistes en arts visuels, en métiers d'art et en arts médiatique;
- le Carrefour de la création, un pool d'activités et de créativité pour consolider le caractère récréotouristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre.

Résultat de la concertation et de la mobilisation de la communauté du Sud-Ouest, cette réalisation démontre que le travail des CDEC peut influencer de façon significative des projets d'aménagement et de développement urbains d'envergure pour faire en sorte qu'ils répondent aux besoins de la communauté.

Owens Illinois

(voir en annexe la fiche « Grandes réalisations » entrepreneuriat privé 1)

L'usine de fabrication de contenants de verre dans Pointe-Saint-Charles a changé plusieurs fois de propriétaires au cours de ses 125 ans d'histoire. Si elle est encore en exploitation aujourd'hui, c'est en partie grâce au RESO qui, depuis les années 1990, a travaillé à plusieurs reprises avec les dirigeants de l'usine et le syndicat.

En 1992, un projet de formation de base est mis en œuvre dans l'usine d'Emballages Consumers, afin de permettre aux travailleurs de rafraîchir leurs connaissances en mathématiques et en français, une démarche qui est devenue nécessaire pour permettre à la main-d'œuvre d'accroître sa capacité de faire face aux changements prévus lors de l'implantation d'un processus « d'amélioration continue » et de l'installation d'équipements utilisant de nouvelles technologies. Ce projet, qui s'est déroulé de 1992 à 1995, découlait de la mise en place d'un Comité d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO) par le syndicat, la FTQ, le RESO et l'entreprise.

En 2001, le RESO participe au comité de veille stratégique élargi mis sur pied avec des représentants de la FTQ, du syndicat local, du Syndicat des métallos, du Fonds de solidarité de la FTQ, du ministère de l'Industrie et du Commerce, d'Investissement Québec et de Développement économique Canada, pour la sauvegarde de l'usine, menacée de faillite, et le maintien de ses 665 emplois. Malgré une série de rencontres avec les dirigeants locaux, canadiens et américains d'Emballages Consumers, l'entreprise fera finalement faillite. L'usine sera acquise, en 2001, par Owens Illinois, qui annonce qu'elle fermera un certain nombre de ses usines canadiennes. L'usine de Pointe-Saint-Charles est de nouveau menacée. Le comité de veille stratégique poursuit ses démarches auprès du nouveau propriétaire. En 2005, Owens Illinois annonce des investissements de 30 millions de dollars dans son usine de Pointe-Saint-Charles, lançant ainsi le signal qu'elle demeurera ouverte. Ces investissements ont permis, entre autres, de reconstruire l'un des fours de l'usine et à le faire pour qu'il soit plus performant du point de vue de l'environnement. Owens Illinois vient de débiter une nouvelle phase de rénovations importantes touchant le changement d'une autre fournaise et la modernisation d'autres équipements stratégiques. Ces travaux qui démontrent la volonté de l'entreprise de continuer d'investir dans le Sud-Ouest de Montréal s'élèveront à environ 25 millions de dollars. Ces interventions – tant auprès des travailleurs que de l'entreprise – sont représentatives du travail accompli par le RESO.

Inovae

(voir en annexe la fiche « Grandes réalisations » entrepreneuriat privé 2)

Inovae offre des solutions technologiques vertes avant-gardistes et durables ayant pour but une meilleure gestion énergétique des bâtiments dans les secteurs institutionnels, commerciaux et industriels du Québec. Fondée en 2008, elle emploie 11 personnes et prévoit en embaucher 5 autres cette année. L'entreprise a un réseau de clients actuels et potentiels constitué de multinationales parmi les 20 plus grandes entreprises mondiales (GE, Canderell, Industrielle Alliance, etc.). Inovae et ses filiales planifient d'exporter leurs produits et services dans certaines régions stratégiques d'ici 2013, dont principalement le nord-est des États-Unis et l'Europe. Elle a, entre autres, remporté le 1^{er} prix national au Concours québécois en entrepreneuriat en 2010. En plus de l'appuyer financièrement grâce aux fonds d'investissement qu'il gère, le RESO a

accompagné cette entreprise dans le développement de partenariats financiers. Inovae représente un exemple éloquent de la transformation de la structure entrepreneuriale du Sud-Ouest. Ses dirigeants font partie de cette nouvelle cohorte d'entrepreneurs qui maîtrisent parfaitement les nouvelles technologies et proposent des applications originales pour régler des problèmes actuels.

La Gaillarde

(voir en annexe fiche « Grandes réalisations » économie sociale)

Boutique de mode écoresponsable, la Gaillarde est une entreprise d'économie sociale, incorporée en 2000. Un bazar mis sur pied par l'organisme Continuité famille auprès des détenues (CFAD) est à l'origine de la boutique. À sa mission sociale initiale, visant l'insertion de jeunes contrevenants, s'ajoute depuis 2005 une mission de préservation de l'environnement qui encourage la vente de produits écoresponsables. Ses objectifs sont les suivants : sensibiliser les gens à la consommation responsable; soutenir et promouvoir les créateurs de mode éthique en leur offrant un point de vente unique et reconnu à Montréal; redonner vie aux vêtements oubliés en valorisant les dons de la population et de commerces, notamment dans la section « vintage » et tissus. La Gaillarde participe au développement de son quartier et de sa communauté et compte plus de 150 membres, 35 écodesigns locaux et une cinquantaine de bénévoles. La Gaillarde participe également au développement de la section ouest de la rue Notre-Dame, visée par le programme de revitalisation des artères commerciales PRAM-Commerce. Le RESO accompagne depuis le début cette pionnière de la mode éthique qui offre des produits d'écodesign, des vêtements « vintage », des tissus, des cours de couture et qui organise régulièrement des événements destinés à mettre de l'avant le talent des écodesigns avec qui elle travaille.

Ententes pour la promotion de l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre

(voir en annexe la fiche « Grandes réalisations » main-d'œuvre 1)

Le RESO a conclu différentes ententes pour l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre avec des promoteurs de grands projets. Au cours des dernières années, le RESO a conclu des ententes avec les partenaires suivants :

- Devimco (promoteur du projet Griffin)
- Agence métropolitaine de transport (AMT)
- Groupe Mach (projet des anciens ateliers du CN)
- Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Les ententes conclues par le RESO avec les promoteurs de grands projets visent à structurer une stratégie de formation de la main-d'œuvre de l'arrondissement du Sud-Ouest pour combler les besoins des entreprises qui viendront implanter leurs activités – créatrices d'emplois – dans les territoires couverts par ces projets. Depuis les dernières années, le Sud-Ouest est engagé dans une profonde mutation économique et sociale. Ouverte au changement, la communauté du Sud-Ouest souhaite néanmoins que ces interventions et ces projets majeurs s'intègrent harmonieusement au tissu social, économique et culturel des quartiers du Sud-Ouest et qu'ils produisent les plus grandes retombées pour la population, les organismes et les entreprises du Sud-Ouest. Les ententes conclues par le RESO pour l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre permettent cette intégration harmonieuse. En inscrivant ces retombées dans des

accords de développement et des ententes, on donne ainsi une portée contractuelle et plus officielle aux engagements des promoteurs envers la communauté du Sud-Ouest.

FormaPlus

(voir en annexe la fiche « Grandes réalisations » main-d'œuvre 2)

La mutuelle de formation FormaPlus a été mise sur pied par le RESO, en collaboration avec les CDEC et les CLD du grand Sud-Ouest en 2003 afin de répondre aux besoins de formation de la main-d'œuvre des entreprises du territoire. Les PME, membership visé par FormaPlus, ne disposent pas, la plupart du temps, des ressources suffisantes pour établir les bases d'une saine gestion du développement des compétences. Cette lacune se traduit également par le peu de moyens financiers disponibles pour la formation et, surtout, par l'impossibilité d'interrompre la production à cause du nombre peu élevé d'employés. Les membres de FormaPlus se regroupent afin de profiter d'une expertise de pointe et de réponses communes territorialisées. Après un départ modeste, la mutuelle compte aujourd'hui 154 entreprises membres, lesquelles constituent un échantillon représentatif des entreprises présentes sur l'île de Montréal. La cotisation des membres étant l'une des principales sources de financement, le nombre de membres actuels permet presque l'autofinancement des activités de formation. La mutuelle de formation FormaPlus est un exemple exceptionnel d'outil créé par la communauté pour les besoins spécifiques de ses membres. Elle est venue répondre à un besoin essentiel d'une proportion significative d'entreprises du territoire, mal et parfois pas du tout desservies, en matière de formation de la main-d'œuvre. Plus fondamentalement encore, cette initiative a permis et permettra à des milliers de travailleurs d'améliorer leurs compétences, tant spécifiques que transversales.

Le développement durable

Liant le développement économique et le développement social depuis le début de son existence il y a plus de 25 ans, le RESO a depuis longtemps adopté l'approche du développement durable. En 2005, le thème de l'assemblée annuelle du RESO était : *Le développement durable et équitable dans le Sud-Ouest : à quelles conditions?*. Les participants de cette assemblée ont débattu des différentes facettes du développement durable : habitation, développement des compétences, formation de la main-d'œuvre, transport, accès à la culture, sécurité alimentaire, recyclage et compostage, tourisme durable, etc. Pour le RESO, examiner les nouveaux projets du Sud-Ouest sous l'angle du développement durable et équitable demande que l'on s'attarde à la qualité de vie des résidents, à l'accès à l'emploi et au respect de l'environnement.

Au cours des cinq dernières années, le RESO a adopté résolument l'approche de développement durable dans plusieurs projets. En voici quelques exemples :

- Participation au processus de redéfinition du secteur Cabot avec l'Arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal dans le cadre de la mise en place d'un plan particulier d'urbanisme (PPU)³;
- Ententes avec les promoteurs de grands projets pour favoriser l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre;

³Arrondissement du Sud-Ouest. Programme particulier d'urbanisme du secteur Cabot, Version finale, Montréal, Groupe Biancamano Bolduc urbanistes-conseils, juillet 2008, 52 pages.

- Inscription du développement durable dans le PALÉE 2007-2010⁴, le PALÉE 2011-2014⁵ et promotion de la culture 3R (réduire, recycler, réutiliser) auprès des entreprises du Sud-Ouest;
- Intégration de cet élément dans l'analyse des plans d'affaires soumis au RESO pour le financement d'entreprises;
- Développement d'un partenariat avec le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI) de Sorel pour la promotion de la Bourse des résidus industriels du Québec;
- Développement d'un projet sur les matières résiduelles pour les entreprises et les commerces du Sud-Ouest, en collaboration avec l'entreprise Kruger;
- Mise en place du programme « ICI on recycle » de Recyc-Québec : sensibilisation des commerçants locaux;
- Défense par le RESO des principes du développement durable dans différents projets structurants du territoire, dont le projet de redéveloppement du site des postes (Bassins du Nouveau Havre).

En raison des caractéristiques du territoire, une micrograppe d'entreprises œuvrant dans le domaine des « technologies vertes » est en émergence sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Un article publié dans La Presse, le 13 mars dernier, identifiait les créneaux des technologies propres qui représentent des atouts pour le Québec⁶. Plusieurs nouvelles entreprises du Sud-Ouest s'inscrivent dans ces créneaux prometteurs, soit l'efficacité énergétique (Inovae, Effenco, Maison productive House), la gestion des matières résiduelles (Terragon) et l'hydroélectricité (Idénergie). Ce ne sont là que quelques exemples, mais qui témoignent de l'émergence de ce créneau dans le Sud-Ouest.

Tout indique que le renforcement de la concertation entre le RESO et le Centech (l'incubateur d'entreprises de l'ÉTS) ainsi que la mise en œuvre du Quartier de l'innovation par l'École de technologie supérieure (ÉTS) aura pour effet de stimuler la croissance de ce secteur dans le Sud-Ouest et à Montréal.

Reconversion des églises

Comme beaucoup de quartiers à Montréal, le Sud-Ouest compte une multitude d'églises dans son territoire, qui sont, pour plusieurs, appelées à une cession ou à une requalification. Puisque ces édifices sont souvent au cœur des quartiers et dans le cœur de la population, puisque leur localisation est souvent stratégique et puisque les bâtiments ont quelquefois une valeur patrimoniale et toujours une valeur symbolique, le RESO, comme plusieurs CDEC de Montréal, se préoccupe de chacune de ces églises et tente de trouver une solution qui permette à la fois la conservation de la vocation collective des lieux et la réponse aux besoins du milieu.

⁴RESO. *Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2007-2010*, Montréal, 2007, 67 pages.

⁵RESO. *Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2011-2014*, Montréal, RESO, 2011, 124 pages.

⁶ La Presse. *Technologies propres : créneaux prometteurs pour le Québec*, 13 mars 2012.

C'est dans cette optique que le RESO est impliqué dans la requalification des églises suivantes :

- L'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours (boulevard Monk) qui sera occupée par le Groupe Paradoxe, une entreprise d'insertion socioprofessionnelle qui y aura ses activités, notamment culturelles;
- L'église Saint-Paul (rue de l'Église) dont la sauvegarde mobilise une quinzaine d'acteurs socioéconomiques intervenant dans le quartier, dont des citoyens et des élus municipaux, et qui travaillent ensemble depuis plus de deux ans afin de sauvegarder le bâtiment et de répondre aux besoins de la population fortement défavorisée des alentours, notamment par la démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) « Opération Galt ».

Par ailleurs, en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain de l'UQAM, le RESO et plusieurs autres CDEC de Montréal participent à un comité qui a pour but de mettre en commun l'expertise des chercheurs universitaires en matière de patrimoine religieux et le savoir-faire des professionnels des CDEC de Montréal, afin de trouver des solutions et des alternatives novatrices et originales pour préserver le patrimoine religieux.

Consultations publiques

Le RESO se préoccupe des enjeux d'aménagement du territoire et participe aux consultations menées par différents organismes municipaux. Voici à titre d'exemple les mémoires présentés lors de ces consultations :

- Un nouvel élan pour le Sud-Ouest : Griffintown, un nouveau quartier multifonctionnel et inclusif misant sur l'innovation et la qualité de vie urbaine (2012);
- Mémoire sur les quartiers culturels (2011);
- Consultation sur le Plan de transport de Montréal (2007).

Soutien à l'entrepreneuriat

En plus de leur donner accès à du financement, le RESO accompagne les entreprises en démarrage du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Voici quelques exemples de ses activités et de ses actions en entrepreneuriat :

- Entente avec le complexe immobilier Le Nordelec pour créer un incubateur permettant à des entreprises en démarrage d'occuper un bureau à des coûts très avantageux;
- Participation à l'organisation du Concours Québécois en entrepreneuriat pour la région du Grand Sud-Ouest;
- Participation à l'organisation du concours UNIO de la Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal (CCISOM);
- Participation à l'organisation du concours Entreprendre au cœur du Sud-Ouest;
- Organisation et lancement de la Semaine de la culture entrepreneuriale du Sud-Ouest en 2011;
- Participation à l'organisation de la Semaine de la culture entrepreneuriale des CDEC et remise d'un prix Inspiration à Peter McAuslan, président et directeur général de la Brasserie McAuslan en 2008;

- Sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les écoles du Sud-Ouest, un projet mené par le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest (CJESO) et son agente de sensibilisation aux entreprises (ASSEJ), dans les territoires des arrondissements du Sud-Ouest et de Verdun.

Soutien à la productivité et à la compétitivité des entreprises

Le RESO est à l'origine, avec les CDEC et les CLD du Grand Sud-Ouest, de la mutuelle de formation FormaPlus, regroupant 154 entreprises se partageant un service de gestion et de développement des compétences. Il est encore très présent, participant à son conseil d'administration et appuyant son développement (voir la fiche portant sur FormaPlus en annexe).

Économie sociale

En plus de leur donner accès à du financement, le RESO offre du soutien et de l'accompagnement aux entreprises d'économie sociale du Sud-Ouest. Voici des exemples de ses activités et de ses actions :

- Participation active à l'organisation en 2011 du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS);
- Organisation en 2009 d'un colloque sur le développement de l'économie sociale dans le Sud-Ouest;
- Soutien à l'implantation d'un pôle culturel et touristique en économie sociale aux Bassins du Nouveau Havre;
- Soutien à la consolidation et au développement des trois entreprises d'insertion du Sud-Ouest. Il est à noter que le RESO soutient ces entreprises, adaptées aux besoins du Sud-Ouest, depuis leur début :
 - Formétal : entreprise d'insertion dans le domaine de la transformation du métal en feuille, du soudage et de la peinture électrostatique;
 - Groupe Paradoxe : visant l'insertion en emploi de jeunes par les métiers de la scène et l'organisation d'événements;
 - Cuisine-Atout : a pour mission d'accompagner des adultes en situation d'exclusion dans leurs démarches d'intégration en emploi en plus de leur offrir une formation dans le domaine de la cuisine d'établissement;
- Organisation de petits-déjeuners thématiques;
- Poursuite du travail de développement des quatre Coopératives jeunesse de services (CJS) estivales du territoire du Sud-Ouest, soient celles des quartiers suivants :
 - La Petite-Bourgogne;
 - Pointe-Saint-Charles;
 - Saint-Henri;
 - Émard.

Médiation économique communautaire dans le cadre des grands projets

- Ateliers du CN à Pointe-Saint-Charles :
 - Soutien du RESO au projet « Bâtiment n° 7 »;

- Conclusion d'une entente favorisant l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre avec le groupe Mach pour les anciens ateliers du CN et avec l'AMT pour son projet de centre d'entretien des trains de banlieue;
- Participation au comité de vigilance mis en place par l'Arrondissement du Sud-Ouest afin que l'Accord de développement conclu avec le propriétaire du site corresponde aux attentes réelles de la communauté du Sud-Ouest.
- District Griffin :
 - Renouvellement de l'entente avec le promoteur Devimco, pour favoriser l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre en lien avec les emplois créés dans le projet;
 - Amorce de discussion avec le Groupe Germain pour conclure une entente du même type.
- Bassins du Nouveau Havre (BNH) : entente de collaboration 2009
 - Poursuite des discussions pour la concrétisation d'un pôle d'accueil touristique et culturel comportant les deux projets suivants :
 - Complexe la Cité des artistes;
 - Auberge internationale du canal de Lachine.
- Quartier de l'Innovation :
 - Participation du RESO à un comité consultatif mis sur pied par l'École de technologie supérieure (ÉTS) afin d'élaborer le concept et le plan d'affaires d'un « Quartier de l'innovation », un écosystème propice à l'innovation où habitations, lieux de travail et services de proximité créeront un milieu de vie dynamique, inclusif et innovant.
- Centre universitaire de santé McGill :
 - Conclusion d'une entente de partenariat (voir la fiche sur les ententes pour la promotion de l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre en annexe) et participation du RESO à différents groupes de travail portant sur l'aménagement, l'employabilité et le développement économique au sein de la Concertation interquartiers (CIQ);
 - Participation du RESO à l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) Mégaprojets au service des communautés.

Habitation

- Mise à jour de la stratégie en habitation dans le Sud-Ouest (2007);
- Soutien du RESO à l'inclusion d'au moins 25 % de logements sociaux et communautaires dans la partie résidentielle du projet de redéveloppement des anciens ateliers ferroviaires de Pointe-Saint-Charles;
- Soutien à la Concertation interquartiers (CIQ) et à ses comités pour que le CUSM prenne en considération les impacts de l'implantation du mégahôpital sur la problématique de l'habitation dans les quartiers limitrophes du Sud-Ouest.

Canal de Lachine

- Participation du RESO à la consultation publique menée par l'Arrondissement du Sud-Ouest pour mettre à jour les orientations de développement urbain aux abords du canal (2010);
- Entente avec la Société immobilière du Canada (SIC) pour l'implantation d'un pôle culturel et touristique dans la zone d'emploi;
- Soutien à la Société de promotion du canal de Lachine pour la réalisation de la programmation aux abords du canal en 2007 et en 2008.

Revitalisation des artères commerciales

- Soutien à la mise en place de comités de revitalisation réunissant des commerçants en collaboration avec l'Arrondissement du Sud-Ouest dans le cadre du programme Pr@M Commerce de la Ville de Montréal.
- Interventions et activités diverses pour mobiliser et prospecter des nouveaux commerces afin de consolider les activités économiques sur les rues commerciales principales de l'arrondissement du Sud-Ouest, soient :
 - le boulevard Monk (Émard);
 - la rue Notre-Dame (Saint-Henri, Petite-Bourgogne et Griffintown);
 - la rue Centre (Pointe-Saint-Charles);
- Étude sur les fuites commerciales réalisée en collaboration avec la firme Convercité. Cette étude a fait ressortir un potentiel de développement commercial de 225 millions \$ équivalant à un million de pieds carrés pour les rues Notre-Dame, Centre et le boulevard Monk.

Transport

- Participation à différents comités locaux et représentations pour inciter la Société de transport de Montréal (STM) à améliorer la desserte de transport en commun dans les quartiers de l'arrondissement du Sud-Ouest, à la fois pour ses habitants et ses entreprises;
- Soutien à « Mobilisation Turcot » pour inciter le gouvernement du Québec à faire du projet Turcot un projet de transport durable, faisant notamment place aux transports collectifs et permettant de diminuer la pollution atmosphérique;
- Participation du RESO au Comité de vigilance Turcot, organisé par le Conseil régional de l'environnement (CRE) de Montréal, formé dans le but de s'assurer que le projet de réfection du complexe Turcot réponde aux objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec, de réduction de la pollution atmosphérique et de réduction des volumes de circulation de la Ville de Montréal, ainsi que d'optimisation de l'aménagement urbain à son pourtour;
- Mise en place d'un programme de transport collectif « Allégo » avec le complexe Le Nordelec, en collaboration avec le centre de gestion des déplacements du centre-ville de Montréal, Voyagez futé.

Culture

Créée en 1997 et renouvelée en 2005, la Table des acteurs culturels réunit une quinzaine d'organismes, d'institutions et d'entreprises du secteur culturel du Sud-Ouest. Cette table de concertation travaille à la reconnaissance du Sud-Ouest en tant que pôle culturel. Elle est un lieu de réseautage d'où naissent des projets réunissant plusieurs acteurs culturels.

- Coordination des activités de la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest;
- Réalisation d'un événement, au théâtre Corona, soulignant l'apport du secteur culturel à la revitalisation à l'occasion du 25^e anniversaire du RESO en 2009;
- Participation du RESO au conseil d'administration de Culture Montréal et à son comité des grands projets;
- Participation du RESO et de la Table des acteurs culturels au Rendez-vous Montréal, métropole culturelle (2007) et à la Coalition «Pour des quartiers culturels à Montréal ».

Employabilité et insertion socioprofessionnelle

Le RESO et, depuis 2001, le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest offrent toute une gamme de services en employabilité et en insertion socioprofessionnelle aux personnes sans emploi. On évalue qu'en plus de 25 ans cet accompagnement a permis à plus de 20 000 personnes, dont 5 000 depuis cinq ans, d'intégrer ou de réintégrer le marché du travail. En outre, par l'intermédiaire du Budget d'initiatives locales (BIL), le RESO permet à des organismes communautaires en employabilité et en préemployabilité du Sud-Ouest de mettre sur pied des projets structurants s'adressant aux personnes sans emploi.

Il est à noter que ce travail est accompli par une équipe différente de celle qui effectue le travail de développement économique.

CONCLUSION

Le RESO, une organisation de développement économique à forte valeur ajoutée

Les communautés sont les mieux placées pour imaginer des solutions adaptées à leurs besoins : c'est ce qu'a fait la communauté du Sud-Ouest en créant le RESO il y a 25 ans.

Le RESO pratique un développement économique qui mise sur la proximité et la cohésion. Citons par exemple l'un des grands principes directeurs d'intervention adopté par le RESO, celui de favoriser un développement durable de la communauté, et la constitution d'une grappe d'entreprises œuvrant dans le domaine des « technologies vertes », émergeant actuellement dans le Sud-Ouest. Mentionnons également les multiples interventions du RESO pour que l'ancien site des Postes demeure dans le domaine public, ce qui devint une réalité avec l'achat du terrain par la Société immobilière du Canada (SIC), organisme public qui a invité des représentants de la communauté, dont le RESO, à faire partie du comité de suivi. Pour son plan directeur du projet, rendu public par la suite, la SIC a retenu les grandes orientations proposées par le RESO et ses partenaires, qui elles-mêmes répondaient aux souhaits exprimés par la communauté du Sud-Ouest. Ces quelques exemples, et ceux qui se trouvent dans notre mémoire, démontrent que le mode d'intervention du RESO, qui mise sur la concertation et le partenariat, ainsi que la structure de l'organisme, représentative du milieu, ajoutent de la valeur aux interventions de développement économique.

En outre, rappelons, comme nous l'avons fait dans ce mémoire, qu'au-delà de l'appui financier et de l'aide technique, c'est l'accompagnement que le RESO apporte aux entreprises, à toutes les étapes de leur projet, qui est l'élément décisif pour leur assurer un taux de survie supérieur à la moyenne. Cet accompagnement, c'est aussi une valeur ajoutée.

Le RESO travaille avec l'ensemble des acteurs socioéconomiques du territoire – entreprises de toutes tailles, chambre de commerce locale, associations de commerçants, comité des élus, etc. – il participe aux tables de concertation communautaires des quartiers du Sud-Ouest, il a un conseil d'administration représentatif de la communauté : tout cela crée une proximité qui lui permet de connaître les besoins et les dynamiques locales. C'est cette proximité et la structure démocratique du RESO qui permet un développement cohésif du Sud-Ouest. Cette connaissance aiguë des ressources locales, la concertation et le partage des expertises qu'elle permet font en sorte que la communauté du Sud-Ouest adhère et contribue aux projets de développement.

Pour le RESO, il ne saurait y avoir un développement économique, social ou territorial bénéfique pour l'ensemble de la collectivité sans que ses principaux acteurs socioéconomiques et la population ne soient associés à la définition des orientations et des priorités de développement qui les concernent. Le RESO est, dans le Sud-Ouest, un véritable carrefour économique, social et politique où convergent des interventions de soutien aux entreprises, de développement de la main-d'œuvre et de développement du territoire. Cette jonction des acteurs et des interventions contribue à accroître l'efficacité des investissements et des efforts favorisant un développement économique par et pour la communauté du Sud-Ouest.

BIBLIOGRAPHIE

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST. Programme particulier d'urbanisme du secteur Cabot, Version finale, Montréal, Groupe Biancamano Bolduc urbanistes-conseils, Juillet 2008, 52 pages.

CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (CDEC) DE MONTRÉAL. Mémoire des CDEC de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Montréal, le 23 novembre 2009, 10 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//MemoireCDECRelevonsSolidarite2009.pdf>

CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (CDEC) DE MONTRÉAL. Mémoire des CDEC de Montréal sur le projet de Plan métropolitain et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal, Montréal, septembre 2011, 11 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//memoirePMAD.pdf>

LA PRESSE, Technologies propres : créneaux prometteurs pour le Québec, 13 mars 2012.

<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/technologie/201203/13/01-4504917-technologies-propres-creneaux-prometteurs-pour-le-quebec.php>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2007-2010, Montréal, 2007, 67 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//RESODocPalee.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mise à jour de la stratégie en habitation dans le Sud-Ouest, Montréal, mai 2007, 6 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//habitationetat07.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mémoire sur Les Bassins du Nouveau Havre, Montréal, le 5 mars 2009, 13 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//MemoireBassinDuNouveauHavre.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mémoire sur le projet de reconstruction du complexe Turcot, Montréal, le 11 juin 2009, 21 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//memoireturcot.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mémoire sur le bilan de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, Montréal, 2009, 8 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//MemoireduRESO090903.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mémoire sur le projet de redéveloppement des Ateliers du CN de Pointe-Saint-Charles, Montréal, 6 octobre 2009, 5 pages et annexes.

<http://www.resomtl.com/docs//Atelierscnoct09.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Le quartier Bonaventure : un projet essentiel pour poursuivre la requalification du Sud-Ouest de Montréal, Montréal, 7 janvier 2010, 11 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//Bonaventurememoire.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Le pôle touristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre, Montréal, le 6 mai 2010, 30 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//polecanalmai10.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2011-2014, Montréal, RESO, 2011, 124 pages.

<http://resomtl.com/docs//RESOPALEE20112014.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Mémoire sur les quartiers culturels, Montréal, le 12 octobre 2011, 11 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//memoirequartiersculturels.pdf>

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Un nouvel élan pour le Sud-Ouest : Le Nordelec, projet essentiel à la relance de Pointe-Saint-Charles, Montréal, le 21 février 2012, 14 pages.

REGROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SUD-OUEST (RESO). Un nouvel élan pour le Sud-Ouest : Griffintown, un nouveau quartier multifonctionnel et inclusif misant sur l'innovation et la qualité de vie urbaine, Montréal, le 15 février 2012, 19 pages.

<http://www.resomtl.com/docs//GriffintownmemoireRESOVFP120210.pdf>

<p>Fiche « Grandes réalisations » Développement urbain</p>
--

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)

Titre du projet

Bassins du Nouveau Havre

Informations générales

Aménagement d'un site exceptionnel, situé aux abords du canal de Lachine, rue Ottawa. Pour ce projet en cours de réalisation, la Société immobilière du Canada (SIC) reprend en grande partie le contenu du plan d'ensemble défini par le RESO et Bâtir son quartier, en concertation avec la Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé. De plus, le RESO, en vertu d'une entente avec la SIC, collabore au développement sur ce site d'un pôle d'accueil touristique et culturel créateur d'emplois.

Principaux objectifs

- Répondre aux besoins de la population du Sud-Ouest par une approche privilégiant la mixité sociale
- Créer un pôle d'emploi axé sur le récréotourisme, la culture et les services à la population (commerces de proximité)
- Intégration harmonieuse au quartier environnant, respect et mise en valeur de l'histoire des lieux
- Améliorer l'accès au canal de Lachine

Principaux participants et partenaires

- Bâtir son quartier
- Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé
- Société immobilière du Canada
- Auberges du St-Laurent
- Cité des artistes

Description du projet

Projet multifonctionnel créateur d'emplois, les Bassins du Nouveau Havre comprend :

- l'implantation de projets récréotouristiques et culturels (de 200 à 300 emplois) ainsi que d'espaces à bureaux et de commerces de proximité
- l'inclusion de logements coopératifs et communautaires (25 %)
- des espaces verts et récréatifs, en quantité importante
- gestion écologique des eaux de ruissellement (marais filtrant).

Pour la zone d'emploi, le RESO collabore à la réalisation de différents projets d'économie sociale :

- L'Auberge internationale du canal de Lachine, mise sur pied par les Auberges du St-Laurent, vise à implanter un établissement hôtelier abordable sur le site des Bassins du Nouveau Havre.
- La Cité des artistes vise à implanter un complexe d'ateliers-résidences pour les artistes en arts visuels, en métiers d'art et en arts médiatiques (www.citedesartistes.org).
- Le Carrefour de la création : pool d'activités et de créativité pour consolider le caractère récréotouristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre

Présentation du RESO sur le Pôle touristique et culturel des Bassins du Nouveau Havre sous l'onglet publications du site du RESO (www.resomtl.com).

Bref historique

- 2001 : les écluses Saint-Gabriel et le terrain adjacent, occupé par le centre de tri postal de Postes Canada, est identifié par le RESO comme un site potentiel pour la création d'un pôle d'accueil récréotouristique abordable.
- 2002 : Postes Canada cesse ses activités de tri dans l'immeuble de la rue Ottawa et met le site en vente.
- 2002-2003 : une large mobilisation de la communauté du Sud-Ouest demande à Postes Canada de surseoir à son intention de vendre le site à un promoteur privé.
- 2004 : le RESO et Bâtir son quartier, en concertation avec la Coalition de la Petite-Bourgogne, définissent un concept d'aménagement et de développement du site, objet d'un large consensus dans le Sud-Ouest : développement multifonctionnel (récréotourisme, emploi, habitation), abordabilité de l'ensemble, mixité sociale, intégration à la trame du quartier, respect de l'histoire et du patrimoine.
- 2005 : forts de l'appui de la communauté et des élus, et après de multiples représentations, le RESO et ses partenaires obtiennent que la Société immobilière du Canada (SIC) négocie avec Postes Canada afin d'acquérir le site.
- 2006 : suite au changement de gouvernement, la Société des postes refuse l'offre de la SIC et remet la propriété en vente. Après de nouvelles représentations du RESO et de ses partenaires, le ministre Cannon donne à la SIC un droit de premier refus.
- 2007 : le gouvernement fédéral rend publique sa nouvelle vision du développement de ses propriétés dans le Havre de Montréal et annonce que la SIC deviendra propriétaire du site des Postes. La SIC invite des représentants de la communauté, dont le directeur général du RESO, à participer à son comité de suivi.
- 2008 : le plan directeur de la SIC retient les grandes orientations du concept proposé par le RESO et ses partenaires.
- 2009 : une entente avec la SIC permet au RESO de collaborer au développement du pôle d'accueil touristique et culturel. Le RESO travaille depuis au montage financier des projets cités plus haut.

Conclusion

Ce projet est emblématique pour plusieurs raisons :

- il répond à des revendications faites par la communauté depuis de très nombreuses années (rétablir l'équilibre entre habitation privée et habitation communautaire en construisant du logement coopératif et communautaire aux abords du canal de

Lachine, avoir accès à des espaces publics aux abords du canal, créer des emplois accessibles à la population du Sud-Ouest).

- les projets du pôle d'accueil touristique et culturel s'inscrivent dans l'économie sociale : l'Auberge internationale offrira des services hôteliers accessibles; la Cité des artistes répond à un besoin exprimé depuis de très nombreuses années par la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest : contrer l'un des effets pervers de la revitalisation de l'arrondissement, c'est-à-dire l'exode des artistes, par des ateliers-résidences qui leur seront accessibles.
- Résultat de la concertation et de la mobilisation de la communauté du Sud-Ouest, il démontre que le travail de concertation des CDEC porte fruit et influence de façon significative des projets d'aménagement et de développement urbains d'envergure.

<p>Fiche « Grandes réalisations » Entrepreneuriat privé 1</p>
--

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)

Titre du projet

Owens Illinois : usine de fabrication de contenants de verre

Informations générales

L'usine de fabrication de contenants de verre dans Pointe Saint-Charles a été fondée en 1886. Après avoir appartenu à diverses entreprises du domaine de la fabrication du verre, elle a été acquise en 1989 par Emballages Consumers. En 2001, elle sera acquise par Owens Illinois (OI), le plus grand manufacturier de contenants de verre au monde: 81 usines dans 21 pays, 24 000 employés, chiffre d'affaires annuel de 6,6 milliards \$. Entre 80 % et 85 % de sa production est destinée à sa clientèle canadienne et le reste de la production est expédiée aux Etats-Unis. Elle produit 1,5 millions de contenants de verre par jour. Depuis le début des années 90, le RESO a travaillé à plusieurs reprises avec les dirigeants et le syndicat de cette entreprise : à une expérience de formation de base en entreprise de 1992 à 1995, puis au sauvetage de l'usine au début des années 2000.

Principaux objectifs

- Sauvetage de l'usine
- Maintien des emplois
- Aider des travailleurs à s'adapter aux nouvelles technologies et à conserver leur emploi

Principaux participants et partenaires

Emballages Consumers (années 90), Owens Illinois (années 2000), syndicat local FTQ, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), le Comité d'éducation des adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA).

Description du projet et historique

Jamais trop tôt pour sauver des emplois... Jamais trop tard pour apprendre! En 1992, un projet de formation de base est mis en œuvre dans l'usine d'Emballages Consumers, afin de permettre aux travailleurs de rafraîchir leurs connaissances en mathématiques et en français. Cette démarche est devenue nécessaire pour permettre à la main-d'œuvre – des travailleurs qui ont en moyenne 18 ans d'expérience – d'accroître sa capacité de faire face aux changements prévus lors de l'implantation d'un processus « d'amélioration continue » et de l'installation d'équipements utilisant de nouvelles technologies. Ce projet découle de la mise en place d'un Comité d'adaptation de la main-d'œuvre (CAMO), par le syndicat, la FTQ, le RESO et l'entreprise

afin de sauver l'entreprise menacée de fermeture. De 1992 à 1995, une soixantaine de travailleurs et travailleuses participent, sur les lieux de leur travail, aux sessions de formation données par le CEDA, à raison de quatre heures par semaine, deux heures prises sur le temps de travail, deux heures prises sur le temps libre des travailleurs. Parce que l'usine est dans une situation précaire, les partenaires recourent à plusieurs subventions pour mettre en œuvre ce projet : Développement des ressources humaines Canada contribue pour 55 %, la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM) pour 45 %. Par le biais de ce que l'on appelait alors le Fonds d'adaptation de la main-d'œuvre (FAMO), le RESO défraie une partie des coûts liés aux libérations des travailleurs.

Sauvetage de l'usine 2001 à 2005 : En 2001, Emballages Consumers éprouve d'importantes difficultés financières et annonce une faillite possible. Le RESO participe au comité de veille stratégique élargi mis sur pied avec des représentants de la FTQ, du syndicat local, du Syndicat des métallos, du Fonds de solidarité de la FTQ, du ministère de l'Industrie et du Commerce, d'Investissement Québec et de Développement économique Canada, pour la sauvegarde de l'usine et le maintien de ses 665 emplois. Le RESO a également animé un comité politique de survie réunissant les élus du Sud-Ouest et différents partenaires montréalais. Commence une série de rencontre avec les dirigeants locaux, canadiens et américains de Consumers. L'entreprise fera finalement faillite et l'usine est acquise, en 2001, par Owens Illinois. Le nouveau propriétaire annonce qu'il doit fermer un certain nombre de ses usines canadiennes. L'usine de Pointe-Saint-Charles est de nouveau sous la menace d'une fermeture. Le comité de veille stratégique poursuit ses démarches, mais, cette fois, auprès du nouveau propriétaire. Le comité s'appuie, entre autres, sur les arguments suivants : l'usine de Pointe-Saint-Charles possède une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée; elle est reconnue pour la qualité de ses produits et sa capacité d'adaptation à une production diversifiée; seule usine à fabriquer des contenants de verre au Québec, elle est très bien située, étant à proximité de ses principaux clients ainsi que de la matière première nécessaire à sa production. Par contre, certains équipements ont besoin d'être modernisés afin d'améliorer la qualité de la production.

En 2005, Owens Illinois annonce des investissements de 30 millions de dollars dans son usine de Pointe-Saint-Charles, ce qui met fin aux menaces de fermeture. Ces investissements visent entre autres à reconstruire l'un des fours de l'usine et à le faire pour qu'il soit plus performant du point de vue de l'environnement. Le nouveau four permet d'utiliser jusqu'à 60 % de verre recyclé, ce qui représente une économie d'énergie, le verre fondant à une moins grande chaleur que le sable. De plus, des efforts considérables ont été consentis dans le domaine de l'environnement. En effet, les terrains ainsi que les cheminées ont été entièrement décontaminés, une nouvelle cheminée respectant les normes environnementales prescrites dans le protocole de Kyoto a été installée et l'eau utilisée est maintenant traitée par un système qui la récupère. Ces investissements ont permis de diminuer de façon importante la quantité de poussière et de rejet provenant des activités de l'usine.

De plus, afin de consolider les 400 emplois que compte l'usine, Owens Illinois vient de débiter une nouvelle phase de rénovations importantes touchant notamment le changement d'une autre fournaise et la modernisation d'autres équipements stratégiques. Ces travaux qui démontrent la volonté de l'entreprise de continuer d'investir dans le Sud-Ouest de Montréal s'élèveront à environ 25 millions de dollars.

Principales réalisations

Voir la description du projet

Conclusion

Ce qui a été accompli par le biais de ce projet – tant l'expérience de formation de base en entreprise que le sauvetage de l'usine – est représentatif du travail du RESO. Le projet de formation de base a permis de faire en sorte que des travailleurs expérimentés puissent s'adapter aux nouvelles technologies et conserver leur emploi. Ce projet a également donné naissance à une entreprise d'économie sociale, Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM), qui a été accompagnée par le RESO pour son démarrage. De plus, la concertation est au cœur des deux événements : c'est une communauté regroupée qui a permis la sauvegarde d'une usine qui, aujourd'hui, compte encore 400 emplois et qui investit pour l'avenir, même celui de la planète, en rénovant ses installations selon les normes environnementales prescrites dans le protocole de Kyoto!

<p>Fiche « Grandes réalisations » Entrepreneuriat privé 2</p>

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest

Titre du projet

INOVAE INC.

Informations générales

Secteur d'activité : gestion énergétique des bâtiments. La mission d'Inovae est d'offrir des solutions technologiques vertes avant-gardistes et durables ayant pour but une meilleure gestion énergétique des bâtiments dans les secteurs institutionnels, commerciaux et industriels du Québec. L'entreprise emploie 11 personnes et désire en embaucher 5 autres cette année. Ses bureaux sont situés au 4710 rue St-Ambroise, dans Saint-Henri (www.inovae.ca).

Principaux objectifs

L'objectif d'Inovae est de devenir le « Vidéotron de l'énergie », soit le premier fournisseur de « smart grid » pour parcs immobiliers au Québec et au Canada et, d'ici 5 ans, d'exporter ses solutions et ses technologies vers les États-Unis, l'Asie et l'Europe.

Les deux objectifs stratégiques principaux d'Inovae pour l'année 2012 sont de :

- Transformer l'entreprise, qui actuellement offre des services de consultation dans le domaine de l'énergie avec le support de sa propre technologie, en une firme vendant des solutions technologiques complètes en gestion énergétique (mesurage et contrôle) pouvant signer des contrats de service à long terme avec le client (revenus récurrents).
- Mettre en place une stratégie d'exportation de ses solutions qui consiste à former des intégrateurs à utiliser sa technologie afin de rehausser leur offre.

Principaux participants et partenaires

Vincent Lévesque (président), Joël Lavoie, Yan Basile-Bellavance, Hakim Rouab et quatre associés. En plus de l'appuyer financièrement grâce aux fonds d'investissement qu'il gère, le RESO a accompagné cette entreprise dans le développement de partenariats financiers.

Description du projet

Inovae Inc. est une firme québécoise spécialisée en recherche et en développement dans le domaine des systèmes de gestion intelligents. Elle a principalement orienté son savoir-faire dans les domaines d'avenir que sont la gestion de l'énergie et de l'environnement pour les bâtiments commerciaux et institutionnels.

Inovae est l'une des rares firmes spécialisées dans le domaine de l'énergie qui a développé son propre système de télémesure en temps réel. Tirant le meilleur avantage des technologies web, des télécommunications et des outils d'analyse mathématique, la technologie ENSIMC base

son avantage concurrentiel sur sa capacité à s'adapter rapidement aux spécificités du client, son faible coût d'installation et l'adaptabilité de son analyse.

Inovae offre une solution permettant aux gestionnaires de parc immobilier de mieux gérer l'énergie pour dégager des économies par une réduction des frais de surconsommation et de pics de puissance. Elle offre des solutions intégrées de gestion de l'énergie pour le bâtiment sous forme de services en continu. Ces contrats de gestion sont échelonnés sur plusieurs années et débutent généralement par des revenus de consultation, puis des projets d'implantations technologiques suivi de revenus récurrents à long terme par des contrats de service et de soutien technologique.

Bref historique

Dès sa fondation en 2008, Inovae a misé sur son expertise de haut calibre et a investi massivement dans le développement d'un système de télémesure sans fil en temps réel qui est à la fois abordable, flexible et performant. L'entreprise a débuté ses activités commerciales au début de 2010 dans le domaine du service en gestion de l'énergie puis a diversifié son expertise, à la demande de ses clients, pour couvrir l'ensemble des activités de gestion environnementale du bâtiment dont la prise en charge de la certification BOMA BEST.

Principales réalisations

Inovae couvre maintenant plus de 3 millions de pieds carrés d'immobilisation en ce qui a trait à la gestion d'énergie et de l'environnement. L'expertise d'Inovae a également permis la certification BOMA BEST de niveaux 2 et 3 pour cinq de ces immeubles. L'entreprise a un réseau de clients actuels (14) et potentiels constitué de multinationales parmi les 20 plus grandes entreprises mondiales (GE, Canderell, Industrielle Alliance, etc.) gérant plus de 200 milliards de dollars d'actifs. Elle a développé au fil des années de solides contrats de partenariat (>10 ans) avec d'importantes firmes d'ingénierie dont le chiffre d'affaires annuel totalise plus de 70 millions de dollars. Visant une croissance de 1000 % pour 2011, Inovae et ses filiales planifient l'exportation de leurs produits et services dans certaines régions stratégiques d'ici 2013, dont principalement le nord-est des États-Unis et l'Europe.

Récipiendaire de plusieurs distinctions honorifiques depuis sa création, dont le 1^{er} prix national au Concours québécois en entrepreneuriat en 2010, Inovae est maintenant organisée en un porte-folio de 3 filiales spécialisées œuvrant respectivement dans le domaine de l'énergie, de l'environnement et des technologies de l'information : ENSIS, ITERRA et ESOLOGIK. Ces dernières travaillent de concert afin d'offrir une gamme de produits et services complémentaires qui répondent aux besoins de plus en plus marqués des entreprises en ce qui a trait à l'efficacité de leurs installations. L'entreprise concentrera son développement vers INOVAE (R&D), ENSIS et ITERRA (commercialisation et production) pour les années à venir. Pour 2011-2012, l'entreprise compte tabler sur ses avantages concurrentiels afin d'accroître ses parts de marché pour la technologie ENSIS et ses composantes. Elle est actuellement en négociation pour l'ajout de cette solution dans 30 nouveaux bâtiments d'un client existant pour un contrat potentiel de plus de 300 000 \$.

Conclusion

Ce projet représente un exemple éloquent des bouleversements en cours dans la structure entrepreneuriale du Sud-Ouest de Montréal et de tout le Québec. On assiste à l'arrivée de toute une cohorte de jeunes entrepreneurs innovateurs et idéalistes, maîtrisant parfaitement les nouvelles technologies et proposant des applications originales pour régler des problèmes actuels. Inovae dans ce sens propose, par ses produits et services à très forte valeur ajoutée, des solutions concrètes et exportables à la consommation énergétique des grands bâtiments commerciaux, industriels et institutionnels. Par la fraîcheur de ses solutions, l'entreprise contribue de façon exceptionnelle à la renaissance et au renouveau entrepreneurial du Sud-Ouest.

Fiche « Grandes réalisations » Économie sociale

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest

Titre du projet

La Gaillarde, boutique mode écoresponsable

Informations générales

<http://www.friperielagaillarde.com/>

4019, rue Notre-Dame Ouest

Métro Place Saint-Henri

514.989.5134

info@lagaillarde.ca

Principaux objectifs

1. Sensibiliser les gens à la consommation responsable. L'équipe de La Gaillarde sensibilise les consommateurs à l'impact de leurs achats sur l'environnement et la société
2. Soutenir et promouvoir les créateurs de mode éthique en leur offrant un point de vente unique et reconnu à Montréal. Souhaitant mettre la mode éthique sous les feux de la rampe, l'équipe travaille activement au développement, à l'encadrement et à la promotion des écodesigners québécois auprès de consommateurs et des médias
3. Redonner vie aux vêtements oubliés en valorisant les dons de la population et de commerces, notamment dans la section « vintage » et tissus.

Principaux participants et partenaires

La Gaillarde participe au développement de son quartier et de sa communauté et compte plus de 150 membres, 35 écodesigners locaux et une cinquantaine de bénévoles. La directrice, Annie de Grandmont, fait partie des entrepreneures impliquées dans le développement de la section ouest de la rue Notre-Dame, visée par le programme de revitalisation des artères commerciales PR@M Commerce. Les partenaires de la Gaillarde sont nombreux. La boutique bénéficie d'un appui indéfectible des journalistes de plusieurs magazines québécois. Des personnalités publiques attachées à la mission éco-environnementale, comme Steven Guilbeault, ont déjà contribué à des défilés organisés par La Gaillarde. Outre ces partenaires qui soutiennent la notoriété de La Gaillarde, on retrouve aussi des partenaires comme la caisse Desjardins Atwater-Centre, Jacob ou Cascade et bien entendu le RESO, qui appuie depuis des années la croissance de La Gaillarde.

Description du projet

Pionnière de la mode éthique, La Gaillarde offre une grande sélection de produits d'écodesign, des vêtements « vintage », des tissus et des cours de couture et organise régulièrement des événements pour mettre de l'avant le talent des écodesigners qui collaborent avec elle.

Bref historique

Tout a commencé par un bazar! Un bazar très spécial qui a vu le jour en 1995 à travers un programme de l'organisme CFAD (Continuité famille auprès des détenues) afin d'offrir des vêtements d'occasion aux femmes ex-détenues et à leurs familles. Avec le temps, le bazar gagna en popularité et CFAD décida d'ouvrir une boutique à même ses locaux.

À l'origine, un projet d'insertion pour des ex-détenues, La Gaillarde est devenue un projet qui s'est transformé tranquillement en entreprise d'économie sociale et qui s'est progressivement séparé de CFAD.

La mission économique s'est adaptée au changement d'habitude de consommation, tout en maintenant une mission sociale orientée vers l'insertion de jeunes contrevenants qui effectuent des travaux compensatoires. À sa mission sociale initiale s'ajoute depuis 2005 une mission de préservation de l'environnement qui encourage la vente de produits écoresponsables.

Le 29 mai 2000, La Gaillarde s'est incorporée comme organisme à but non lucratif. Sa mission change et s'oriente vers l'environnement dans une nouvelle boutique. En 2005, la friperie déménage au 4019, rue Notre-Dame Ouest. Depuis 2005, l'offre de mode écodesign a ouvert de nouveaux marchés et a fait preuve de vision dans l'industrie de la vente au détail de vêtements recyclés. Aujourd'hui, les points de vente de ce type se sont multipliés comme sur la rue Saint-Hubert ou l'avenue du Mont-Royal.

En 2012, La Gaillarde prévoit de nouveaux aménagements pour agrandir son espace de vente notamment réservée à la section « vintage » dont la demande ne cesse de croître. D'autre part, La Gaillarde lancera prochainement un projet qui vise la promotion d'un ou d'une jeune diplômé(e) en design de mode d'une école montréalaise. Ce tout nouveau projet deviendra prochainement un terrain de promotion unique à Montréal pour qui souhaite lancer sa première collection.

Principales réalisations

Voir Historique

Conclusion

Le RESO a à cœur cette entreprise qui fait partie des belles réussites du Sud-Ouest.

Avant-gardiste, innovante, impliquée dans sa communauté, la Gaillarde est sans conteste un très bel exemple d'un OBNL qui n'hésite pas à emprunter des avenues novatrices pour maintenir ses activités. Son dernier projet en est, encore une fois, une preuve.

L'équipe derrière cette réussite sociale et commerciale fait toute la différence. Avec un conseil d'administration composé de personnes qui connaissent de très près le secteur de la mode, La Gaillarde peut compter sur des administrateurs d'expérience dont la vision stratégique, centrée sur l'innovation, lui permet de maintenir ses activités sur une artère commerciale du Sud-Ouest.

<p>Fiche « Grandes réalisations » Main-d'œuvre 1</p>
--

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)

Titre du projet

Ententes pour la promotion de l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre

Informations générales

Le RESO a conclu différentes ententes pour l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre avec des promoteurs de grands projets.

Principaux objectifs

Ces ententes visent à :

- susciter l'embauche locale
- préparer la main-d'œuvre du Sud-Ouest à occuper les emplois créés par la réalisation de ces grands projets.

En concluant ces ententes, le RESO poursuit l'objectif global de maximiser les retombées économiques et sociales de ces projets pour la population du Sud-Ouest. Il s'agit également de permettre à ces projets de s'intégrer plus harmonieusement au tissu social et économique du territoire.

Principaux participants et partenaires

Au cours des dernières années, le RESO a conclu des ententes avec les partenaires suivants :

- Devimco (promoteur du projet Griffin)
- Agence métropolitaine de transport (AMT)
- Groupe Mach (projet des anciens ateliers du CN)
- Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Description du projet

Les ententes conclues par le RESO avec les promoteurs de grands projets visent à structurer une stratégie de formation de la main-d'œuvre de l'arrondissement du Sud-Ouest pour combler les besoins des entreprises qui viendront implanter leurs activités – créatrices d'emplois – dans les territoires couverts par ces projets.

En 2004, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et des représentants d'organismes de Saint-Henri (dont le RESO), de Notre-Dame-de-Grâce et de Westmount, réunis au sein de la Concertation interquartiers (CIQ), ont conclu une entente de partenariat globale dans le

but d'établir des mécanismes de communication et de participation, afin d'assurer l'intégration harmonieuse du CUSM au sein de la communauté. À l'époque, quatre comités de travail avaient été mis sur pied par cette entente: l'employabilité, l'aménagement, le développement économique et l'habitation. Depuis peu, une entente de partenariat, comprenant des engagements sectoriels, vient d'être conclue entre la CIQ et le CUSM pour la période s'étendant de 2012 à 2015. Entre autres, le CUSM s'engage à faire part de ses besoins en matière de main-d'œuvre. De leur côté, les organismes travailleront à former de la main-d'œuvre ou à référer des candidats au CUSM, qui, pour sa part, à niveau équivalent, privilégiera l'embauche de résidents du Sud-Ouest.

En 2010, le RESO a conclu des ententes avec les promoteurs de trois projets d'envergure. L'entente avec les Cours de Pointe-Saint-Charles (Groupe Mach) prévoit que près de 400 emplois seront créés par ce projet. Pour qu'il ait un impact positif sur le territoire, le RESO et les Cours de Pointe-Saint-Charles s'associeront avec les futurs locataires du site pour mettre en œuvre une stratégie d'embauche locale et de préparation de la main-d'œuvre. Pour le projet Griffintown, le même type d'entente a été conclue avec le promoteur Devimco. Dans les deux cas, l'objectif est que le tiers des nouveaux emplois créés soient occupés par de la main-d'œuvre locale.

L'AMT implantera un centre d'entretien des trains de banlieue dans Pointe-Saint-Charles, qui créera 169 emplois permanents directs et indirects. L'AMT a conclu une entente avec le RESO afin de favoriser l'embauche locale et la formation de la main-d'œuvre. De plus, l'AMT prévoit mettre sur pied, en collaboration avec le RESO, un centre de formation professionnelle en entretien des trains de banlieue.

Dans tous ces cas, le RESO offre l'expertise suivante : évaluation des besoins et identification des priorités de formation avec le partenaire, analyse des compétences et profil de la main-d'œuvre recherchée, identification des contenus de formation avec les partenaires, coordination et planification des activités de formation, promotion des activités de formation, recrutement et sélection des candidats potentiels, accompagnement des personnes en formation, placement et suivi en emploi.

Bref historique

Voir la description du projet.

Principales réalisations

Voir description du projet

Conclusion

Depuis les dernières années, le Sud-Ouest est engagé dans une profonde mutation économique et sociale. Ouverte au changement, la communauté du Sud-Ouest souhaite néanmoins que ces interventions et ces projets majeurs s'intègrent harmonieusement au tissu social, économique et culturel des quartiers du Sud-Ouest et qu'ils produisent les plus grandes retombées pour la population, les organismes et les entreprises du Sud-Ouest. Les ententes conclues par le RESO pour l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre

permettent cette intégration harmonieuse. En inscrivant ces retombées dans des accords de développement et des ententes, on donne ainsi une portée contractuelle et plus officielle aux engagements des promoteurs envers la communauté du Sud-Ouest.

Fiche « Grandes réalisations » Main-d'œuvre 2
--

Nom de la CDEC

Regroupement économique et social du Sud-Ouest

Titre du projet

Mutuelle FormaPlus

Informations générales

La Mutuelle FormaPlus agit dans le secteur d'activité des services de formation sur mesure pour les PME. Ses bureaux sont situés dans Saint-Henri, au 1001, rue Lenoir. Info : www.formaplus.ca.

Principaux objectifs

La mission de Formaplus est d'offrir un service de formation de qualité sur mesure aux PME de l'Ouest de Montréal à faible coût en regroupant les besoins des PME.

Principaux participants et partenaires

FormaPlus compte 154 entreprises membres. La Mutuelle compte plusieurs partenaires d'affaires, CDEC, CLD, CLE, CJE, entreprises de formation, chambres de commerce, etc. Le RESO est encore très présent à la fois au conseil d'administration de la Mutuelle et en appui de son développement. Son principal partenaire financier est la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) – par l'entremise du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO). La cotisation des membres est également l'une de ses principales sources de financement.

Description du projet

Forte d'une équipe d'experts, FormaPlus offre des services de première ligne en matière de formation à ses membres. En adhérant à FormaPlus, l'entreprise reçoit une banque d'heures qui peuvent être utilisées, par exemple, à la recherche de formateurs et de consultants pouvant répondre à ses besoins. Ces heures peuvent aussi être investies pour développer des outils aidant à la mise sur pied d'un système de formation à l'interne (afin de rendre l'entreprise autonome) ou en organisation de formation à l'interne.

FormaPlus agit aussi comme « intermédiaire » en matière de RH pour plusieurs entreprises qui n'ont pas accès à une ressource à l'interne, orientant ses membres vers des ressources qui pourront l'aider à remplir une demande de subvention, l'informer sur la situation du marché du travail, etc. La Mutuelle agit aussi à titre de vigie du marché de la formation pour ses membres. De plus, chaque conseiller chez FormaPlus s'occupe, en moyenne, de 40 entreprises, ce qui permet de garder un contact régulier et soutenu avec l'entreprise. C'est ce lien de proximité qui distingue la Mutuelle des grandes firmes de consultants.

C'est avec la force du regroupement qu'elle peut réaliser des projets d'envergure, conformément aux objectifs de la CPMT, qui correspondent à la réalité des membres, à moindre coût. Elle compte d'ailleurs plusieurs entreprises de même secteur, sur un même territoire, et représente bien la diversité du territoire montréalais. Au cours des trois prochaines années, plusieurs objectifs visant la réalisation de ces projets d'envergure seront poursuivis : l'élaboration d'un plan de formation par l'analyse macro-sectorielle, le soutien à la structuration de la formation, le soutien au transfert intergénérationnel des compétences, le soutien au développement et à la reconnaissance des compétences des personnes à l'emploi et des programmes de formations communes.

Bref historique

La Mutuelle FormaPlus a été mise sur pied par le RESO, en collaboration avec les CDEC et les CLD du grand Sud-Ouest en 2003 afin de répondre aux besoins de formation de la main-d'œuvre des entreprises du territoire.

Montréal est un territoire très différent des autres régions du Québec : immigration, chômage, catégories d'emplois, coût de la vie, compétition internationale, compétitivité accrue due à la densité de la population et des entreprises, centre d'exportation, etc. C'est pourquoi les entreprises de notre territoire vivent des situations particulières en matière de main-d'œuvre et de formation. Les PME, membership visé par FormaPlus, ne disposent pas des ressources suffisantes pour établir les bases d'une saine gestion du développement des compétences. Cette lacune se traduit également par le peu de moyens financiers disponibles pour la formation (renforcé par la perception négative de l'utilité de la formation) et, surtout, par l'impossibilité d'interrompre la production à cause du nombre peu élevé d'employés.

Les membres de la mutuelle se regroupent afin de profiter d'une expertise de pointe et de proximité et des réponses communes qui ne peuvent être que territorialisées puisque les ressources le sont.

Principales réalisations

Au cours des dernières années, FormaPlus a beaucoup évolué afin de maintenir un service qui répond parfaitement à la demande de son marché. Après un départ modeste, la Mutuelle compte aujourd'hui 154 entreprises membres, lesquelles constituent un échantillon représentatif des entreprises présentes sur l'île de Montréal. Ce nombre permet presque déjà l'autofinancement des activités de formation. La structure de gouvernance de la Mutuelle et la compétence de ses employés permettent de rendre un service de qualité, à faible coût, à des organisations trop souvent délaissées en matière de formation et de développement des compétences.

Conclusion

La création de la mutuelle de formation FormaPlus est un exemple exceptionnel d'outil créé par la communauté pour les besoins spécifiques de ses membres. Elle est venue répondre à un besoin essentiel d'une proportion significative d'entreprises du territoire, mal et parfois pas du tout desservies, en matière de formation de la main-d'œuvre. Plus fondamentalement encore, cette initiative a permis et permettra à des milliers de travailleurs d'améliorer leurs compétences, tant spécifiques que transversales.